



La crise agricole, révélatrice d'un malaise social plus global.

La crise actuelle de l'agriculture qui agrège désormais en France celle de la pêche et des TPE, en attendant d'autres corps sociaux, n'est que la continuation d'une seule et même crise, déclenchée en 2013 avec les Bonnets rouges, en 2019 avec les Gilets Jaunes sous des nuances variables, mais toutes posant fondamentalement les mêmes questions. Partie du Sud-Ouest, elle embrase désormais toute la France, mais répond à quelques nuances près à celles se déroulant aux Pays Bas ou Allemagne. La Bretagne, terre d'agriculture et de pêche, n'échappe pas au mouvement et ce de manière récurrente. Car elle est terre d'éveil, son histoire le démontre.

Derrière leurs mêmes revendications, toutes profondes et qui mettent en cause les choix fondamentaux orientant et gérant notre société occidentale libérale, se posent les questions suivantes :

- Est tout d'abord pointée du doigt cette politique de libre échange planétaire, ultra libérale et dérégulée, orchestrée par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et relayée par l'Union européenne depuis le traité de Maastrich, cela au nom de la libre concurrence. Elle est appuyée par le syndicat majoritaire FNSEA adepte de cette lecture et d'une agriculture industrielle compétitive. En 2011, une trentaine d'auteurs, dont moi-même, et non des moindres pour certains (Edgar Pisani, Paul Ariès, Marc Dufumier, Stéphane Hessel, Lydia et Claude Bourguignon, Vandana Shiva) dénoncions cette logique dans un petit manifeste intitulé *Seule la diversité cultivée peut nourrir le Monde - Réponse à l'OMC*¹. Elle tire les prix des denrées vers le moins disant, éliminant des pans entiers de producteurs, tuant intégralement des territoires (ainsi en Bretagne on est passé de 230 000 exploitations en 1955, 175 000 en 1970, 80 000 en 1994, 32 000 actuellement, moins de 25 000 demain). Pire, ailleurs dans l'UE (cas de la Pologne, maintenant de l'Ukraine) ou dans le Monde ! Cette concurrence est voulue, souhaitée par les multinationales et les banques, forme nouvelle d'un colonialisme économique. Ainsi s'affrontent sur les marchés des productions qui n'ont ni les mêmes normes, ni les mêmes coûts de production, pour le plus grand bien des spéculateurs de tout poil et multinationales de l'agroalimentaire. Or la préférence locale devrait être la règle, protégée, non pas au nom d'un repli sur soi, non pas au nom du seul maintien des productions mais aussi en raison de questions sociales et environnementales afférentes, fonctions majeures des agriculteurs dans une société. Pour les protéger, pour assurer notre indépendance alimentaire, les exportations ne devraient exister que s'il y a

¹ Collectif MINGA, *Seule la diversité cultivée peut nourrir le Monde – Réponse à l'OMC*, Editions du Linteau, 1^{er} trimestre 2011.

Coauteurs : Randa Aractingi, Xavier Argenton, Paul Ariès, André Aschieri, Michel Berhocoirigoin, Pierre Besse, Lydia et Claude Bourguignon, Gérard Choplin, Jean Pierre Dardaud, Jean François Draperi, Marc Dufumier, Rudolf El Kareh, Hans R. Herren, Stéphane Hessel, Guy Kastler, Frederic Kirschenmann, Samuel L'Orphelin, Jacques Lançon, Yves Lebahy, Grace Lee Boggs, Robert Lion, Laetitia Mailhes, Nathalie Minatchy, Hector Mondragon, Edgard Pisani, Vandana Shiva, Deborah Stock ton, Woody Tasch.



excédents, les importations admises que s'il y a impossibilité à produire ou se procurer certaines denrées vitales sans alternatives locales. Sur ce réside la sécurité alimentaire en quelque point du globe.

- Par ailleurs, la vision d'un marché régulateur est une ineptie alors que l'agriculture n'est pas que production d'aliment et marché. Elle est aussi lien social (équilibre sociétal et culturel de nos campagnes) et environnemental (ex : entretien de la nature, cruciales question de l'eau, de l'arbre, etc...). Par ses actions, elle imprime progressivement ses évolutions dans nos paysages, les façonnant peu à peu. Toute société a besoin d'agriculteurs sur son territoire, nombreux et compétents, au service de son économie toute entière, de sa cohésion, de l'entretien et de la préservation de ses milieux. Aussi la seule agriculture qui vaille est une "agriculture paysanne", synthèse de ces fonctions, diversifiant ses productions sur un site par précaution élémentaire. En Bretagne, André Pochon en a été l'ardent défenseur² et le "2^{ème} Pacte régional d'avenir pour l'agriculture bretonne" de 2010 en prenait le chemin avant d'être balayé d'un revers de mains par les dirigeants de la FNSEA, partisans d'une compétition éliminatrice. Aussi, plus il y aura d'agriculteurs de toute nature, de pêcheurs et conchyliculteurs, en tout système productif, mieux notre société bretonne se portera. Ils sont au fondement de notre économie régionale. Tout le contraire des logiques actuelles de spécialisation et élimination, dramatiques en Bretagne qui est terre d'agriculture familiale par excellence (Cf ses taux records de suicides). Après des années de crise, on redécouvre en ce moment la nécessité de la réindustrialisation. Il y aurait aussi nécessité à maintenir, redévelopper, redonner du sens aux activités primaires que sont l'agriculture et la pêche notamment car elles sont aux fondements des activités de transformation, à la source de notre culture spécifique. Seule une volonté politique régionale peut défendre cette option ce qui suppose une autonomie régionale claire en matière de décision politique. Revenir au local et au social est une nécessité absolue pour répondre à la crise.
- Car redynamiser ces activités primaires, se fera avec moins d'emplois tertiaires et de gestion inutiles, emplois vers lesquels dans les années 1950-70 on a orienté trop souvent les gens qui quittaient l'agriculture. Ces emplois trop nombreux, devenus parasites, perturbent aujourd'hui le fonctionnement des activités productrices et de services, en agriculture peut-être plus qu'ailleurs encore car l'agriculteur est directement en prise avec cette administration. C'est un autre point majeur de contestation actuelle. Pour l'agriculteur, cette lourdeur gestionnaire, administrative, paperassière est devenue intolérable, entravant son action. Qu'elle émane de Bruxelles ou de l'Etat français via les préfets, de ses propres structures professionnelles, elle freine l'initiative, régit et contrôle, ne laisse plus la moindre liberté dans le choix de produire. Ces personnels, par leurs injonctions, directives multiples et spécifiques, justifient leur rôle, parfois sans connaître nécessairement le terrain. Il en résulte des orientations contradictoires et incohérentes, faisant perdre au travail productif tout sens, toute liberté d'initiative. Ce qui précisément faisait toute la spécificité du métier d'agriculteur. L'Hôpital, l'École, les services publics souffrent de ces mêmes maux, à tout niveau d'où leur délabrement en cours. Faisons confiance à celui dont c'est le métier pour le gérer lui-même. C'est cela être responsable.

2 Pochon ANDRE, *Les silons de la colère*, Syros, Alternatives économiques 2001
Les champs du possible. Plaidoyer pour une agriculture durable, La Découverte, 2002.



- Derrière ces derniers points c'est un totalitarisme qui s'est peu à peu mis en place, cernant l'individu, lui ôtant toute initiative. Par la spécialisation des productions, les économies d'échelle, les contrôles de toute sorte, l'individu n'est plus que l'élément d'un rouage. Il a perdu toute initiative, toute liberté. C'est le cas du producteur sur sa ferme, du pêcheur sur son bateau, du médecin dans son hôpital, de l'enseignant dans sa classe. En les spécialisant, c'est la porte ouverte à l'interchangeabilité de l'individu dans la fonction, à la négation des compétences acquises, à la disparition de "*l'esprit de corps*" toujours craint par les pouvoirs. Pourtant, de tout temps, ces aspects ont géré les fonctions de l'individu, ont donné sens à son travail, lui ont offert des corporations protectrices. Mais dans les dominantes actuelles, il s'agit au contraire de faire du producteur un simple OS, pour le plus grand bénéfice du capital et de la gestion sociale. Déqualifier, spécialiser et fractionner pour régner, telle semble être la règle aujourd'hui. Le libéralisme économique et son marché, présentés dans les années 1990 d'effondrement du communisme comme le moyen d'ouvrir à la Démocratie, produit tout l'effet inverse. Il n'est pas ce fascisme vilipendé ; il est bien pire, insidieux, simplement et terriblement totalitaire. Pour le plus grand bénéfice des intérêts marchands et du marché.

Tout le contraire des orientations que devraient prendre actuellement nos sociétés confrontées au vaste défi de leur adaptation à la crise climatique et environnementale. Y répondre c'est à l'opposé, redonner du sens à l'action de l'Homme, le rendre responsable de ses actes. C'est aussi aborder les questions d'une manière globale, holistique, la seule permettant de gérer la complexité des enjeux. A la seule lecture économiste qui prévaut actuellement, il faudrait y opposer au contraire une lecture liant l'Humain à son environnement (produisant ce que Fernand Braudel nommait "*l'esprit des lieux*"), l'économie à la stricte satisfaction de ses besoins, redonner du sens au groupe, à sa cohésion et sa culture dans un génie créateur. Et cela ne se peut que dans un cadre intégré qui spatialement redonne du sens au local ou au régional. La mondialisation ultralibérale actuelle est suicidaire sauf pour les quelques tenants qui la dirige. Redevenons libres de nos actes et de nos choix, "*Citoyens*" au sens premier du terme.

C'est ce qu'exprime en fait cette crise paysanne actuelle, crise qui nous concerne tous. Le monde agricole, comme d'autres, est pris dans ces jeux qui le dépassent. D'où d'ailleurs, la difficulté des agriculteurs à avoir une ligne revendicatrice claire actuellement. C'est un malaise profond qu'ils expriment face à ces enjeux dont ils ne cernent pas toujours l'ampleur mais dont ils perçoivent les ingrédients. Avant même les impératifs du marché, cette activité devrait jouir de protection de la part de nos sociétés qu'elles soient locales, régionales, voire nationales ou européennes et d'un statut de protection de la part de celles-ci, premier et vital... Tout le contraire de ce qu'elle vit actuellement. La transition climatique amorcée va nous le rappeler crucialement.

Lebahy Yves
Géographe,
Pdt du collectif Bretagne Majeure
le 27 Janvier 2024

